

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

VOLET TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS

2016-2017

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



VOLET TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
<i>Seules les questions concernant le volet Travail du MTESS font partie de la Table des matières</i>	
1.	Depuis 2011-2012, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2016-2017.
2.	Depuis 2011-2012, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2016-2017.
3.	Depuis 2011-2012, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
5.	Depuis 2011-2012, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
6.	Dépenses encourues depuis le 7 avril 2014 à la suite des changements ministériels.
9.	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
10.	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Indiquer l'évolution depuis 2011-2012, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
12.	Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.
13.	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
14.	État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.
15.	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2014-2015 qui n'ont pas été reconduits en 2015-2016 et en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.
16.	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2014-2015 et 2015-2016 et 2016-2017.
17.	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et en 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.
18.	Liste de tous les conflits de travail en 2014-2015 et en 2015-2016; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.

VOLET TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
19.	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.
20.	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail.
21.	Liste des projets ou activités liés à la capitale nationale, financés à même le budget du ministère du Travail.
22.	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.
23.	Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
24.	Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
25.	Depuis 2006, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer : <ul style="list-style-type: none">a. la nature ou l'objet du contrat;b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);c. une copie du contrat;d. une copie du résultat;e. le coût du contrat.
26.	Liste des projets informatiques depuis 2006 : <ul style="list-style-type: none">a. évolution des coûts pour chacun des dossiers;b. nombre de consultants externes et coûts associés;c. indiquer la somme dépensée depuis 2006, par année financière (et prévisions pour 2016-2017), pour l'informatique et les technologies de l'information;d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
27.	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
28.	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
29.	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
30.	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
31.	État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

VOLET TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
32.	Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.
33.	État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976.
Bureau d'évaluation médicale (BEM)	
109.	Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.
110.	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis 2011-2012 et prévisions pour 2016-2017.
111.	Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des cinq dernières années.
112.	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis 2011-2012, par année financière.
113.	Nombre d'avis demandés par la CSST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis 2011-2012, par année financière.
114.	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> , depuis 2011-2012, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.
115.	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis 2011-2012, par année financière.
116.	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis 2011-2012, par année financière, et les prévisions pour 2016-2017.
117.	Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis 2011-2012, par année financière; fournir les prévisions pour 2016-2017.
118.	Nombre d'avis demandés par la CSST, même s'il n'y a pas contestation, depuis 2011-2012, par année financière.
119.	État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail, publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)	
178.	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.

VOLET TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
179.	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.
180.	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte
181.	Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">a) nom et adresse de l'entreprise ;b) date de l'avis ou de la fermeture ;c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;d) nombre total d'employés de l'entreprise;e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;f) motifs du licenciement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-01

Titre :

Depuis 2011-2012, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Volet Travail

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, s'élèvent à 604,4 k\$ tandis que celles liées aux investissements (informatique et TI) s'élèvent à 168,1 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation	Interne	Externe	CSPQ	Total
Entente de base de maintien et d'exploitation des TI avec le CSPQ	-	-	563,2 k\$	563,2 k\$
Ressources internes et externes (continuité et encadrement)	13,2 k\$	24,6 k\$	3,4 k\$	41,2 k\$
Total des dépenses en exploitation	13,2 k\$	24,6 k\$	566,6 k\$	604,4 k\$

Dépenses en investissements	30,5 k\$	13,6 k\$	124,0 k\$	168,1 k\$
------------------------------------	-----------------	-----------------	------------------	------------------

SOURCE : Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements, DGSG

DATE : 2016-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-02

<p>Titre :</p> <p>Depuis 2011-2012, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2016-2017.</p>

<p>Exposé et statistiques :</p> <p>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes</p>

SOURCE : Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements, DGSG

DATE : 2016-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-3

Titre :

Depuis 2011-2012, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Exposé et statistiques :

Vous référer à l'annexe ci-jointe.

SOURCE : Secrétariat du travail

DATE : 2016-04-04

ANNEXE À LA FICHE RP-3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-3 – Annexe (volet Travail)

Titre :

Depuis 2011-2012, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la participation à ces comités sont prévus à l'intérieur des activités régulières du Ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du Ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques;
- les conseils d'administration.

Volet Travail

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de participants	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO)	<p>L'ACALO est une tribune pour l'échange d'information et d'idées entre les sous-ministres sur des questions liées au travail. Plus précisément, les discussions portent sur ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• cerner les problèmes, les politiques, les programmes et les sujets de préoccupation communs et entreprendre des projets conjoints;• travailler ensemble à résoudre les problèmes nationaux qui influent sur les questions de travail; et• demander aux comités de l'ACALO d'entreprendre des initiatives incluant le perfectionnement professionnel en ce qui concerne les questions de travail primordiales, afin d'utiliser les ressources limitées de façon plus efficace.	<p>Gouvernement fédéral (responsable)</p> <p>Bureau du sous-ministre associé au Travail</p>	2	<ul style="list-style-type: none">• Bureau du sous-ministre associé au Travail• Direction des politiques du travail	1 fois par année
Table des SM et SMA dédiée à la lutte contre l'intimidation	<ul style="list-style-type: none">• La Table donne les orientations et assure le suivi des travaux du Comité de travail interministériel qui sera chargé d'élaborer le plan d'action concerté de lutte contre l'intimidation.• La Table approuve les biens livrables (démarche, plan d'action, cadre financier, stratégie de communication).	Ministère de la Famille	12	<ul style="list-style-type: none">• Bureau du sous-ministre associé au Travail	6 fois par année
Table sur l'emploi et la formation	<ul style="list-style-type: none">• Donner suite aux priorités gouvernementales en matière d'adéquation formation-emploi	MTESS (Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille)	7	<ul style="list-style-type: none">• MTESS• MEES• MESI• MIDI• MFQ• MCE• SCT	1 fois par mois ou au besoin
Table régionale sur la main-d'œuvre dans les secteurs industriels de la	<ul style="list-style-type: none">• Selon la volonté des ministres du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et de l'Énergie et des Ressources naturelles, ce comité a été créé pour répondre aux préoccupations des travailleurs de la construction en lien	Emploi-Québec et MAMOT	20 (1 DGPR)	<ul style="list-style-type: none">• Représentants syndicaux• Représentants patronaux• CCQ• ACRGTQ	4 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de participants	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
construction (Côte-Nord)	avec l'embauche régionale. Il réunit plusieurs ministères et organismes, des élus locaux ainsi que des représentants syndicaux.			<ul style="list-style-type: none">Hydro-QuébecMTESS, MAMOT, MERNSociété du Plan NordVille de Sept-ÎlesLes élus de la région	
Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum	<ul style="list-style-type: none">Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum	MTESS (Secrétariat du travail) – Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail (DRIMT)	12 (2 DGPR et DRIMT)	<ul style="list-style-type: none">MTESSMAPAQMESI	2 fois année
Comité sur la rémunération des cueilleurs de framboises et de fraises	<ul style="list-style-type: none">Planifier les travaux de cueillette de données chez les producteurs de framboises et de fraises.Dresser un état de situation sur les problématiques entourant la rémunération des cueilleurs de framboises et de fraises.Dresser un portrait de l'industrie.Faire effectuer la cueillette de données chez les producteurs de framboises et de fraises.Analyser les données recueillies lors de la cueillette de données.Identifier différentes pistes de solution.Évaluer les coûts des différentes pistes de solution pour les producteurs et les impacts pour les salariés.Analyser les diverses pistes de solutions permettant d'assurer un niveau de rémunération adéquat aux cueilleurs de framboises et de fraises.	MTESS (Secrétariat du travail) – Direction des politiques du travail (DPT)	12 (3 DPT)	<ul style="list-style-type: none">MTESS (Secrétariat du travail)Direction des politiques du travailCNESSTAu bas de l'échelle (ABE)MAPAQMICCCarrefour d'aide aux non-syndiqué(es) (CANOS)UPAAssociation des producteurs de fraises et de framboises du Québec (APFFQ)	2 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de participants	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés	<ul style="list-style-type: none">Assurer de manière continue la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés, recrutés à l'étranger, notamment, par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien.Avis sur l'encadrement du recrutement des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés.	MTESS (Secrétariat du travail) - Direction des politiques du Travail (DPT)	9 (1 DPT)	<ul style="list-style-type: none">MTESS (Direction des mesures et services aux entreprises et du placement (DMSEP) et Direction des politiques du travail au Secrétariat du travail)MIDI (Direction des politiques et des programmes de participation et d'inclusion)MAPAQ (Direction de la main-d'œuvre et de la relève Sous-ministériat à la formation bioalimentaire)MRIF (Direction des organisations internationales et des enjeux globaux)CNESST (Direction de l'indemnisation et de la réadaptation et Direction des affaires juridiques)CDPDJ (Direction de la recherche, de l'éducation-coopération et des communications)	4 fois par année Rencontre en sous-comité selon le besoin des travaux.
Comité interministériel sur le deuil périnatal	Suivant le dépôt de pétitions à l'Assemblée nationale, le comité a pour mandat d'examiner la question.	MTESS (Conseil de gestion de l'assurance parentale)	8 (1 DPT)	<ul style="list-style-type: none">MTESSMFQMFMSSSCNESST	1 fois par année
Réseau des responsables en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Le réseau des responsables en matière d'égalité entre les sexes a pour mandat de suivre la réalisation des engagements pris par les responsables de l'égalité entre les sexes des différents ministères et organismes.	Ministère de la Justice Secrétariat à la condition féminine	27 (1 DPT)	<ul style="list-style-type: none">Tous les ministères et organismes concernés	1 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de participants	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
	<p>Il contribue à la mise en œuvre ainsi qu'à l'évaluation de la Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes.</p> <p>Le Secrétariat à la condition féminine est responsable de l'animation et du soutien de ce réseau.</p>				
Comité interministériel pour l'accès et le maintien des femmes dans les métiers traditionnellement masculins (CIMTM)	<ul style="list-style-type: none"> Recueillir l'information sur les différentes initiatives gouvernementales (et celles des principaux acteurs régionaux, syndicaux et communautaires) en matière de diversification des choix de carrière des femmes. Réaliser un bilan diagnostique de l'action gouvernementale en matière de promotion des métiers traditionnellement masculins auprès des femmes, qui fera notamment cas des pratiques gagnantes en la matière. Proposer de nouvelles mesures/actions, visant à favoriser la mixité en emploi, en vue du prochain plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Mettre en œuvre les mesures/actions sous sa responsabilité qui découleront de ce nouveau plan d'action. 	Ministère de la Justice (Secrétariat à la condition féminine)	9 (2 DPT)	<ul style="list-style-type: none"> MJQ (Secrétariat à la condition féminine) MTESS MEES MESI MFamille MCE (Secrétariat à la jeunesse) 	8 fois par année
Comité de travail interministériel concernant le plan d'action concerté de la lutte contre l'intimidation	Publication d'un plan d'action concerté de lutte contre l'intimidation à l'automne 2015.	Le ministère de la Famille (Direction du développement des politiques – Famille)	19 (2 DPT)	<ul style="list-style-type: none"> Tous les ministères concernés OPHQ 	12 fois par année
Comité de suivi du plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie	Assurer le suivi de la mise en place du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie 2011-2016.	Ministère de la Justice (Bureau de lutte contre l'homophobie)	16 (1 DPT)	<ul style="list-style-type: none"> Directeur de l'état civil Secrétariat à la condition féminine Secrétariat à la jeunesse Ministère de la Justice MSSS 	4 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de participants	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
				<ul style="list-style-type: none">• MTESS• MSP• MEES• Ministère de la Famille• Secrétariat aux Aînés• MAMOT• Secrétariat aux affaires autochtones• MIDI	
Comité Accès-construction	Renforcer les actions de lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction par une plus grande collaboration entre les divers organismes concernés. Découvrir les stratagèmes d'évasion fiscale. Proposer des moyens d'intervention et, le cas échéant, des modifications aux lois et aux règlements.	Ministère des Finances STRAV : Direction des politiques du travail (DPT)	14 (1 DPT)	<ul style="list-style-type: none">• Revenu Québec• CCQ• RBQ• DPCP• Ministère des Finances• CNESST	4 fois par année
Table centrale de négociation Québec Kahnawake	<ul style="list-style-type: none">• Discussions sur l'ensemble des enjeux et des problématiques vécues sur le territoire de Kahnawake d'un point de vue stratégique.• Décider des grandes orientations devant guider la conduite des dossiers.	Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)	10-15, selon les sujets discutés (2-3DPT)	<ul style="list-style-type: none">• Conseil mohawk de Kahnawake• Négociateur en chef du gouvernement du Québec• SAA• MTESS (Secrétariat du travail)• DAJ – Ministère de la Justice• Ministère des Transports• Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation• Ministère des Finances• Ministère de la Santé et des Services sociaux	4 fois par année
Comité bilatéral pour la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles de	Responsable de l'application de l'Entente. Ce comité, assisté par un secrétariat, est notamment responsable : <ul style="list-style-type: none">• de produire un avis consultatif sur les projets d'arrangements de reconnaissance mutuelle;	MRIF	5 pour le Québec	<ul style="list-style-type: none">• MRIF• Office des professions du Québec• MTESS	1 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de participants	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
l'Entente entre le Québec et la France	<ul style="list-style-type: none">de recevoir et d'examiner les informations provenant des autorités compétentes sur la mise en œuvre et le suivi de l'Entente;d'examiner toute difficulté relative à l'application de l'Entente et de proposer des solutionsde produire un rapport annuel.			• STRAV	
			5 pour la France	• Ministère de l'Éducation nationale	
Comité permanent de la politique stratégique sur le travail de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (CPPST-ACALO)	<p>Effectuer des études et réaliser des projets à la demande de l'ACALO.</p> <p>Évaluer les répercussions des politiques et des programmes relatifs au travail et fournir des conseils à ce sujet.</p> <p>Effectuer des recherches sur les nouveaux enjeux que présentent les politiques sur le travail, le milieu de travail et la nature du travail au Canada.</p> <p>Évaluer les lacunes que comporte actuellement l'élaboration des politiques sur le travail au Canada.</p> <p>Mener des recherches dans des domaines susceptibles d'aider les ministères du Travail à élaborer leurs politiques globales du travail.</p> <p>Examiner de façon régulière les pratiques actuelles en matière de statistiques sur le travail.</p>	Gouvernement fédéral (responsable)	Environ 15 personnes (1 DPT)	<ul style="list-style-type: none">Un représentant par province, territoire et des représentants du gouvernement fédéralPour le Québec (DPT)	4 fois par année
Comité permanent des affaires internationales du travail de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (CPAIT-ACALO)	<p>Étudier et évaluer les tendances des politiques du travail et en rendre compte en ce qui a trait aux accords dans le domaine du travail liés au commerce, à la dimension du travail d'autres processus multilatéraux et bilatéraux, ainsi qu'à la promotion des droits du travail dans diverses arènes internationales.</p> <p>Recevoir un compte-rendu des développements relatifs aux accords de coopération dans le domaine du travail.</p> <p>Servir de principal point de contact pour une contribution</p>	Gouvernement fédéral (responsable)	Environ 15 personnes (1 DPT)	<ul style="list-style-type: none">Un représentant par province, territoire et des représentants du gouvernement fédéralPour le Québec (DPT)	2 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de participants	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
<i>Comité permanent de médiation et de conciliation de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (CPMC-ACALO)</i>	<p>provinciale/territoriale aux négociations des futurs accords internationaux de coopération dans le domaine du travail.</p> <p>Appuyer au besoin le Comité gouvernemental établi en vertu de l'Accord intergouvernemental canadien relatif à la mise en œuvre des accords internationaux de coopération dans le domaine du travail (AIC) dans ses fonctions, au besoin.</p> <p>Examiner les activités et les développements internationaux liés aux questions du travail, et en rendre compte.</p> <p>Étudier, entreprendre et évaluer des activités conjointes dans le domaine des questions internationales du travail.</p> <p>Entreprendre des études et des projets à la demande de l'ACALO.</p>				
Comité permanent de médiation et de conciliation de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (CPMC-ACALO)	Le Comité se réunit pour discuter de toute question concernant les relations industrielles et le règlement de conflits.	Gouvernement fédéral (responsable)	12 (1 DGRT)	<ul style="list-style-type: none">• Un représentant par province, territoire et des représentants du gouvernement fédéral• Pour le Québec (DPRT)	1 fois par année
Association of Labour Relations Agencies - ALRA	De promouvoir la coopération entre les organismes membres en matière de relations du travail et de législation dont notamment des services de médiation, de conciliation, d'enquête, d'arbitrage ainsi que sur les pratiques ayant un impact sur l'amélioration des relations employés/employeurs. De plus, il y a partage d'informations sur les nouvelles législations.	Président de l'ALRA (en alternance selon les États membres entre le Canada et les États-Unis)	Variable (1 DGRT)	<ul style="list-style-type: none">• Représentants des services de médiation des provinces et des territoires canadiens ainsi que du fédéral. Également, des services de médiation des États-Unis (fédéral et états)	1 fois par année

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre de participants	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Fréquence des réunions
Comité interministériel concernant l'allègement réglementaire et la simplification administrative	S'assurer du suivi et de l'implantation des mesures d'allègement réglementaire identifiées par la DARA	MESI (responsable) Secrétariat général	20	<ul style="list-style-type: none">Tous les M/O	4 fois par année

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-5

Titre :

Depuis 2011-2012, fournir la liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) le nombre de participants;
- d) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Vous référer à la question 7 des renseignements généraux.

SOURCE : DGRH – 2016-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-06

Titre :

Dépenses encourues depuis le 7 avril 2014 à la suite des changements ministériels.

Exposé et statistiques :

Le montant total des dépenses encourues pour le volet Travail est de 8 591,84 \$.

SOURCE : Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements,
DGSG

DATE : 2016-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-9

Titre :

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction adopté le 28 novembre 2012. En plus de compléter le formulaire de demande de permis, le demandeur doit produire les documents suivants :

1. l'acte de constitution de l'association, ses règlements et statuts, ainsi qu'un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
2. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
3. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
4. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Indiquer l'évolution depuis 2011-2012, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

Le Ministère n'a aucun bureau régional pour le volet travail.

SOURCE : Secrétariat du travail
DATE : 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-12

Titre :

Effectifs du ministère du Travail rattachés au Bureau des permis.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2015 au 17 mars 2016, quatre employés sont rattachés au Bureau des permis afin d'en assurer ses opérations :

- un directeur (assume également d'autres responsabilités);
- un coordonnateur (assume également d'autres responsabilités);
- un professionnel, responsable du Registre des permis de service de référence de main-d'œuvre;
- un enquêteur en matière frauduleuse.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-13

Titre :
Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

Exposé et statistiques :

En date du 17 mars 2016, 43 permis ont été délivrés par le Bureau des permis puisque les demandes étaient complètes et que les critères d'admissibilité suivants étaient conformes :

- la demande était signée par le président de l'association ou par son répondant;
- la demande était accompagnée des documents obligatoires;
- la vérification des antécédents judiciaires des représentants et dirigeants de chaque association titulaire de permis a été faite et n'a pas empêché la délivrance de permis des associations ayant fait la demande.

**LISTE DES DEMANDES DE PERMIS DE SERVICE DE RÉFÉRENCE DE
MAIN-D'ŒUVRE DES ASSOCIATIONS SYNDICALES**

En date du 17 mars 2016
Demandes reçues : 44
Permis émis : 43

<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>	<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>
Syndicat québécois de la construction (SQC)	Émis	CQPMCI - Local 1929	Émis
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	Émis	CQPMCI - Local 71	Émis
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	Émis	CQPMCI - Local 144	Émis
CQPMCI - Local 4	Émis	CQPMCI - Local 500	Émis
CQPMCI - Local 7	Émis	CQPMCI - Local 825	Émis
CQPMCI - Local 58	Émis	CQPMCI - Local 160	Émis
CQPMCI - Local 134	Émis	CQPMCI - Local 761	Émis
CQPMCI - Local 271	Émis	CQPMCI - Local 380	Émis
CQPMCI - Local 929	Émis	FTQ – FIPOE	Émis
CQPMCI - Local 568	Émis	FTQ – Local 1	Émis
CQPMCI - Local 1604	Émis	FTQ – Local 9	Émis
CQPMCI - Local 116	Émis	FTQ – Local 99	Émis
CQPMCI - Local 62	Émis	FTQ – Local 100	Émis
CQPMCI - Local 527-A	Émis	FTQ – Local 135	Émis
CQPMCI - Local 89	Émis	FTQ – Local 2016	Émis
CQPMCI - Local 96	Émis	FTQ – Local 618	Émis
CQPMCI - Local 101	Émis	FTQ – Local 777	Émis
CQPMCI - Local 2182	Émis	FTQ – Local 1676	Émis
CQPMCI - Local 711	Émis	FTQ – Local 2366	Émis
CQPMCI - Local 905	Émis	FTQ – CONSTRUCTION	Émis
CQPMCI - Local 349	Émis	FTQ – AMAQ	Émis
CQPMCI - Local 1135	Émis	FTQ - Local 1981	Refus

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-14

Titre :

État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

Voir la réponse à cette question sur la fiche 119.

SOURCE : Secrétariat du travail
DATE : 2016-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-15

Titre :

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2014-2015 qui n'ont pas été reconduits en 2015-2016 et en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction du budget, DGSG

DATE : 2016-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :
Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2014-2015 et 2015-2016 et 2016-2017.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses du Ministère.

SOURCE : Direction du budget, DGSG
DATE : 2016-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-17

Titre :

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements, DGSG

DATE : 2016-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-18

Titre : Liste de tous les conflits de travail en 2014-2015 et en 2015-2016; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.											
Exposé et statistiques : Liste de tous les arrêts de travail du 1 ^{er} avril 2015 au 29 février 2016 dans lesquels une intervention en médiation/conciliation a eu lieu (à part les concessionnaires automobiles et les dossiers dans les secteurs public/parapublic) et le nombre rencontres avec les parties :											
Employeur principal	Type d'intervention	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
7924445 Canada inc. (Centre de ski Mont-Blanc)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-11-12	1	2015-11-13	2015-11-18	2015-12-08	Entente conclue en conciliation
9246-9931 Québec inc. Gestion Double B inc.	Conciliation	Première convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-09-23	8	2015-10-27			
AlSCO Uniform and Linen Service Limited	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-10-06	3	2015-12-21	2015-12-21	2016-02-22	Entente conclue en conciliation

Béton Provincial Préfab Itée	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et lock-out	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2015-03-27	2	2015-03-26	2015-04-12	2015-05-07	Entente conclue en conciliation
Caisse populaire Desjardins des Hauts- Phares	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2014-10-15	6	2015-02-19	2015-04-24	2016-01-13	Entente conclue en conciliation
Caisse populaire La Tuque	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2016-02-17	5	2016-02-17	2016-02-17		
Club de golf Royal Québec	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2014-11-06	10	2015-04-13	2015-05-04	2015-06-26	Entente conclue en conciliation
Corporation de l'Orchestre symphonique de Québec	Conciliation	Accompagnement	Les deux parties	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2014-12-03	16	2015-12-14	2015-12-15	2015-12-22	Entente conclue en conciliation
Delastek inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-03-12	17	2015-04-01			
Holcim (Canada) inc. / usine	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2015-06-16	4	2015-06-09	2015-07-24	2015-09-08	Entente conclue en conciliation
Holcim (Canada) inc. / bureau	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2015-06-16	4	2015-06-09	2015-07-24	2015-09-08	Entente conclue en conciliation
Lafarge Canada inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-01-19	5	2016-02-06			
Mc Mahon Distributeur pharmaceutique inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-01-28	15	2015-05-06	2015-05-23	2015-05-29	Entente conclue en conciliation

Municipalité de Saint-Ambroise	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-04-23	4	2016-01-06	2016-01-08	2016-01-08	Entente conclue en conciliation
Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-04-30	4	2015-10-22	2015-10-23		
Municipalité de Weedon	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2015-02-04	4	2015-01-20	2015-05-10	2015-05-10	Entente conclue en conciliation
Olymel société en commandite	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-03-11	8	2015-03-19	2015-04-06	2015-04-09	Entente adoptée après la date de conclusion en conciliation
PPG Revêtements Architecturaux Canada inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-02-26	15	2015-09-28	2015-10-16	2015-12-03	Entente conclue en conciliation
Provigo Québec inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2012-08-21	10	2012-08-16	2015-11-19		Fermeture définitive confirmée le 2015-02-07
Services Vinci Park (Canada) inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-04-13	1	2015-04-17	2015-04-17	2015-04-29	Entente conclue en conciliation
Société des traversiers du Québec	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-04-29	9	2015-09-13	2015-11-01	2015-11-12	Entente conclue en conciliation
Société du Palais des Congrès de Montréal	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-06-26	4	2015-10-29 ¹	-		Entente conclue en conciliation

1. Ces syndicats ont voté des mandats de grève de quelques journées non consécutives.

Société du Palais des Congrès de Montréal (préposés)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-06-19	13	2015-10-29 ¹	-		Entente conclue en conciliation
SSQ Société d'assurances générales inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2014-12-03	12	2015-02-26	2015-04-27	2015-07-03	Entente conclue en conciliation
SSQ Société d'assurances-vie inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail avant la réception de la demande	2015-10-08	14	2015-03-18 ¹	2015-04-13		
Syndicat des auxiliaires administratifs, de recherche et d'enseignement, Section locale 10800 AFPC	Conciliation	Réouverture de la convention	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2015-11-18	1	2015-08-31 ¹			
Université du Québec à Montréal (SPUQ)	Conciliation	Première convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2015-12-08	9	2015-12-07 ¹			
Université du Québec à Montréal (SÉTUE)	Conciliation	Première convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2015-12-08	4	2015-12-07			
								2015-05-01 ²	2015-05-01		
Université du Québec en Outaouais	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-01-12	13	2015-11-05	2015-11-06		
Université McGill	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-03-23	8	2015-04-16	2015-04-16	2015-10-23	Entente conclue en conciliation
Velan inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Lock-out	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2105-05-25	2	2015-05-23	2015-06-07	2015-09-04	Entente conclue en conciliation

2. Il y a eu deux arrêts de travail lors de la négociation de la même convention collective.

Villa Saint-Alexis inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2015-12-15	2	2015-11-14	2016-01-18	2016-02-05	Entente conclue en conciliation
Ville de Montréal	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-12-22	24	2015-12-12	2015-12-12		
Librairie Martin	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2015-11-12	4	2016-01-25 ²	2016-02-25		
Association chasse et pêche Forestville inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail avant la réception de la demande	2015-11-12	5	2015-12-24			Entente conclue en conciliation

Liste des arrêts de travail et des actions prises dans les dossiers des concessionnaires. Tous ces dossiers sont regroupés et traités en une seule intervention :

Nom employeur ³	Type d'intervention	Contexte d'intervention	Statut de l'arrêt de travail	Origine de la demande	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation médiateur-conciliateur	2e date d'assignation médiateur-conciliateur spécial	Début ATR	Fin ATR	Nombre total de rencontres
Alma Honda 9075-51256 Québec inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-04	2016-01-25	16
Alma Toyota inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16

3. Il y a 35 accréditations pour ces 27 concessionnaires; les conflits de travail sont comptabilisés en fonction des accréditations.

	Arnold Chevrolet inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
	Automobile Chicoutimi (1986) inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
	Automobiles du Fjord (Volvo du Fjord)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
	Automobiles du Royaume Itée	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
	Automobiles Perron Chicoutimi inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
	Chicoutimi Chrysler Dodge Jeep inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
	Dolbeau Automobiles Itée	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	

					nomination du médiateur						
Dupont Auto Division 2174-1202 Québec inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
Excellence Nissan	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
Kia Harold Auto	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
L.D. Auto Dolbeau	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
L.D. Automobile (1986)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
L.G. Automobile Itée	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	

	L'Étoile Dodge Chrysler inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16
	La Maison de l'auto Roberval (La Maison de l'auto St-Félicien Itée)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16
	La Maison de l'auto St-Félicien Itée (1983)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16
	La Maison Mazda Enr	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16
	Léo-Automobile Itée (Division Auto)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16
	Maison de l'auto Dolbeau Mistassini (9171-1440 Québec inc.)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-02-18	2016-01-25	16
	Maison Mitsubishi	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la	2014-02-10	2014-09-29	2013-02-18	2016-01-25	16

					nomination du médiateur						
Paul Albert Chevrolet Cadillac Ltée	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
Paul Dumas Chevrolet Ltée	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
Roberval Pontiac Buick inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
Rocoto Ltée	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-05	2016-01-25	16	
St-Félicien Toyota (9034-4227 Québec inc.)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Lock-out	Ministre	Arrêt de travail en cours lors de la nomination du médiateur	2014-02-10	2014-09-29	2013-03-04	2016-01-25	16	
<p>Liste de tous les arrêts de travail en 2015-2016 dans lesquels une intervention en médiation/conciliation a eu lieu pour les dossiers des secteurs public et parapublic et le nombre de jours de rencontre avec les parties :</p>											

Nom employeur	Syndicat	Type d'intervention	Contexte d'intervention	Statut de l'arrêt de travail	Origine de la demande	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation médiateur-conciliateur	Début ATR ⁴	Conclusion	Nombre total de rencontres
Comité patronal de négociation des commissions scolaires francophones (CPNCF)	Fédération des employées et employés de services publics - (FEESP - CSN)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-05-13	2015-10-26	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation des collèges (CPNC)	Fédération des employées et employés de services publics - (FEESP - CSN)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-19	2015-10-26	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation des collèges (CPNC)	Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-22	2015-10-26	Entente conclue	15
Comité patronal de négociation des commissions scolaires francophones (CPNCF)	Syndicat canadien de la fonction publique - (SCFP - FTQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-23	2015-10-26	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation des collèges (CPNC)	Syndicat canadien de la fonction publique - (SCFP - FTQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-29	2015-10-26	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation des commissions scolaires francophones (CPNCF)	Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-25	2015-10-26	Entente conclue	1

4. Ces syndicats ont voté des mandats de grève de 5 à 6 journées non consécutives.

	Québec -(FPPE - CSQ)										
Comité patronal de négociation des commissions scolaires francophones (CPNCF)	Fédération du personnel de soutien scolaire - (FPSS - CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-18	2015-10-26	Entente conclue	1	
Comité patronal de négociation des commissions scolaires francophones (CPNCF)	Fédération des syndicats de l'enseignement - (FSE - CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-16	2015-10-26	Entente conclue	1	
Comité patronal de négociation des collèges (CPNC)	Fédération du personnel professionnel des collèges - (FPPC - CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-22	2015-10-26	Entente conclue	1	
Comité patronal de négociation des collèges (CPNC)	Fédération des enseignantes et enseignants de CÉGEP - (FEC - CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-22	2015-10-27	Entente conclue	15	
Comité patronal de négociation des collèges (CPNC)	Syndicats de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec - ORG.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-29	2015-10-26	Entente conclue	1	
Comité patronal de négociation des collèges (CPNC)	Fédération du personnel de soutien scolaire - (FPSS - CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-30	2015-10-27	Entente conclue	1	

Comité patronal de négociation des commissions scolaires anglophones (CPNCA)	L'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-17	2015-10-27	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation des commissions scolaires anglophones (CPNCA)	Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec -(FPPE - CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-23	2015-10-26	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation des commissions scolaires anglophones (CPNCA)	Fédération des employées et employés de services publics - (FEESP - CSN)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-23	2015-10-26	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation des commissions scolaires francophones (CPNCF)	Syndicat des employées et employés professionnel(le)s et de bureau - (SEPB - FTQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-19	2015-10-28	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS)	Centrales des syndicats démocratiques (CSD)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-07-20	2015-10-28	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS)	Fédération de la santé et des services sociaux - (FSSS - CSN) Fédération des professionnels et professionnelles - (FP - CSN)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-30	2015-10-26	Entente conclue	1

		Fédération des professionnels(es) (FP-CSN)									
	Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS)	Fédération de la santé et des services sociaux - (FSSS - CSN) Fédération des professionnels et professionnelles - (FP - CSN)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-07-02	2015-10-26	Entente conclue	1
	Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS)	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-29	2015-10-26	Entente conclue	1
	Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS)	Syndicat canadien de la fonction publique - (SCFP - FTQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-29	2015-10-26	Entente conclue	1
	Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS)	L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-29	2015-10-26	Entente conclue	1
	Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS)	Fédération de la santé du Québec (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-07-15	2015-10-26	Entente conclue	1

Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS)	Fédération du personnel de la santé et des services sociaux - CSQ	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-23	2015-10-28	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation des commissions scolaires anglophones (CPNCA)	Syndicat des employées et employés professionnel(le)s et de bureau - (SEPB - FTQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-19	2015-10-28	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation des commissions scolaires anglophones (CPNCA)	Union des employés et employées de service (UES- 800 - FTQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-19	2015-10-28	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation des commissions scolaires francophones (CPNCF)	Syndicat canadien de la fonction publique -(SCFP - FTQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-29	2015-10-26	Entente conclue	1
Comité patronal de négociation des commissions scolaires francophones (CPNCF)	Fédération autonome de l'enseignement	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-05-13	2015-09-30	Entente conclue	69
Institut Philippe-Pinel de Montréal	Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-07-09	2015-12-01	Entente conclue	1
Centre communautaire juridique de l'Outaouais	Syndicat des employés de soutien du C. C. juridique de l'Outaouais (CSN)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-04	2015-10-26	Entente conclue	1

	Centre communautaire juridique de la Rive Sud	Syndicat des employés du Centre communautaire juridique de la Rive-Sud (CSN)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-04	2015-10-28	Entente conclue	1
	Centre communautaire juridique de l'Estrie	Syndicat des employés de soutien de l'Aide Juridique de l'Estrie (CSN)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-04	2015-10-28	Entente conclue	1
	Centre communautaire juridique du Bas St-Laurent Gaspésie	Syndicat du personnel de soutien du Centre communautaire juridique Bas St-Laurent/Gaspésie (CSN)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-04	2015-12-09	Entente conclue	1
	Centre communautaire juridique du Saguenay Lac St-Jean	Syndicat du personnel de soutien - Aide juridique SLSJ (CSN)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-04 ⁵	2015-10-29	Entente conclue	1
	Commission scolaire au Coeur-des-Vallées	Syndicat du personnel professionnel des Commissions scolaires de l'Outaouais (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-25	2015-10-26	Entente conclue	1
	Commission scolaire de la Jonquière	Syndicat du personnel de soutien scolaire	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-18	2015-10-26	Entente conclue	1

5. Il y a aussi eu une grève du 31 mars 2015 au 12 mai 2015, dans ce dossier.

	de Jonquière (CSQ)									
Commission scolaire des Draveurs	Syndicat du personnel professionnel des Commissions scolaires de l'Outaouais (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-25	2015-10-26	Entente conclue	1
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	Syndicat du personnel professionnel des Commissions scolaires de l'Outaouais (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-25	2015-10-26	Entente conclue	1
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	Syndicat du personnel professionnel des Commissions scolaires de l'Outaouais (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-25	2015-10-26	Entente conclue	1
Commission scolaire des Îles	Syndicat des travailleurs de l'enseignement de l'Est du Québec (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-16	2015-10-27	Entente conclue	1
Commission scolaire Eastern Shores (Eastern Shores School Board)	Eastern Shores Union Support Staff (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-16	2015-10-27	Entente conclue	1
Gouvernement du Québec Direction des relations	Syndicat de la fonction publique	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la	2015-07-22	2015-10-27	Entente conclue	1

professionnelles Conseil du trésor	et parapublique du Québec inc.					fin de l'intervention					
Gouvernement du Québec Direction des relations professionnelles Conseil du trésor	Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-07-22	2015-10-27	Entente conclue	1	
Eastern Townships School Board	Syndicat régional du personnel de soutien des Townships (CSQ) Township regional union of support staff (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-16	2015-10-28	Entente conclue	1	
Eastern Townships School Board	Syndicat régional du personnel de soutien des Townships (CSQ) Township regional union of support staff (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-16	2015-10-28	Entente conclue	1	
Commission scolaire Lester-B. Pearson	L'Union indépendante des employés de soutien de la Commission scolaire Lester B. Pearson Independent Association of Support Staff of	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-26	2015-11-04	Entente conclue	1	

	Lester B. Pearson School Board										
Commission scolaire Western Québec Quebec Western Quebec School Board	Association indépendante des employés(ées) de soutien de la Commission scolaire Western Québec	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-26	2015-11-04	Entente conclue	1	
Agence du revenu du Québec	Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-05-10	2015-11-12	Entente conclue	16	
Bibliothèque et archives nationales du Québec	Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec inc.	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-07-22	2015-11-12	Entente conclue	1	
Commission scolaire Crie Crie school board	Association des employés du Nord québécois (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-22	2015-12-09	Entente conclue	1	
Commission scolaire Crie Crie school board	Association des employés du Nord québécois (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-22	2015-12-09	Entente conclue	1	
Commission scolaire Crie Crie school board	Syndicat des professionnelles et professionnels en milieu scolaire du Nord-Ouest (SPPMSNO-CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-22	2015-12-09	Entente conclue	1	

Commission scolaire du Val-des-Cerfs	Syndicat du personnel technique, administratif et éducatif du Val-des-Cerfs - CSN	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-25	2015-12-09	Entente conclue	1
Commission scolaire Kativik	Association des employés du Nord québécois (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-30	2015-12-09	Entente conclue	1
Commission scolaire Kativik	Association des employés du Nord québécois (CSQ)	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-30	2015-12-09	Entente conclue	1
Commission scolaire Kativik	Syndicat des professionnelles et professionnels de l'Ouest de Montréal	Conciliation	Renouvellement de la convention collective	Grève	Partie syndicale	Arrêt de travail déclenché après la fin de l'intervention	2015-06-30	2015-12-09	Entente conclue	1

SOURCE : DGRT-BSMART – Secrétariat du travail

DATE : 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.

Aucun scénario de fusion n'est à l'étude.

SOURCE : Secrétariat du travail
DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail.

Exposé et statistiques :

En 2015-2016, le Code du travail n'a pas fait l'objet de révision.

SOURCE : Secrétariat du travail
DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Liste des projets ou activités liés à la capitale nationale, financés à même le budget du ministère du Travail.

Aucun projet ou activité liés à la capitale nationale n'a été financé.

SOURCE : Secrétariat du travail
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :
Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Évolution du personnel régulier
ayant le corps d'emploi conciliateur/médiateur ¹

	2015-2016 (au 2 mars 2016)
Nombre de conciliateur/médiateur	17
Total de l'effectif régulier	91
Proportion selon l'effectif régulier	18,7 %

¹ Données extraites du SAGIP à la paie 25 du 3 mars 2016 (effectifs en lien d'emploi au 2 mars 2016).

Au 2 mars 2016, le Ministère, volet Travail, comptait 17 conciliateurs/médiateurs réguliers. Ces derniers représentent 18,7 % de l'effectif régulier au 2 mars 2016 (91 employés).

SOURCE :
COLLABORATION :
DATE :

DGRH
Secrétariat du travail
2016-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-23

Titre :
Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.

	2015-2016
Médiateurs/conciliateurs	17
Dossiers traités	673
Dossiers par médiateurs/ conciliateurs	39,6

SOURCE : DGRT-BSMART – Secrétariat du travail
DATE : 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

Exposé et statistiques :

En date du 29 février 2016, aucune demande de conciliation n'a été adressée pour la négociation exclusive du régime de retraite en vertu de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

Il y a présentement 154 dossiers liés à cette loi qui font l'objet d'un suivi.

SOURCE : DGRT-BSMART – Secrétariat du travail
DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :

Depuis 2006, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autres);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat ;
- e. le coût du contrat.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question est fournie en annexe.

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : Direction des opérations financières et contractuelles, DGSG
VALIDATION : Service des opérations financières, DGSG
DATE : 2016-04-06

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET - TRAVAIL
CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
1.	700226775	Fournitures de bureau Denis inc.	1 049,74 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Cartouche d'encre/Machine de bureau, fourniture et accessoire
2.	700230074	Lexisnexis Canada inc.	2 811,90 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Périodiques/Supports imprimés
3.	700231949	Cedrom-Sni inc.	3 164,89 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Abonnement médias électroniques/Documentation électronique
4.	700233128	Lyreco Canada	1 115,88 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Perforatrice à papier ou relieuse/Machine de bureau, fourniture et accessoire
5.	700233698	Conference Board of Canada, The	8 270,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Logiciel d'exploration de données/Logiciels
6.	700233980	Connex Québec inc.	4 165,05 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	Sommaire : Caméras pour vidéoconférences/Matériel pour photographie, filmage ou enregistrement vidéo

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET – TRAVAIL
CONTRATS DE CONSTRUCTION

RP-29 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
7.	700226472	Rodimax inc.	1 230,27 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET – TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
8.	700225353-1	Maureen Flynn arbitre & médiatrice S.A.	7 850,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
9.	700225353-2	Maureen Flynn arbitre & médiatrice S.A.	1 133,46 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
10.	700225353-3	Maureen Flynn arbitre & médiatrice S.A.	2 240,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
11.	700225817-5	9022-5731 Québec inc. (Alain Corriveau, arbitre)	2 520,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
12.	700225817-6	9022-5731 Québec inc. (Alain Corriveau, arbitre)	6 300,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
13.	700225820-4	Lavoie, André G.	1 400,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET – TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
14.	700225820-6	Lavoie, André G.	2 960,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
15.	700225821-3	Roy, Pierre-Georges	1 295,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
16.	700225821-4	Roy, Pierre-Georges	1 855,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
17.	700225821-6	Roy, Pierre-Georges	5 202,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
18.	700225829-2	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	1 260,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
19.	700225829-3	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	6 840,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET – TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
20.	700225829-4	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	2 080,88 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
21.	700225829-6	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	1 470,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
22.	700225829-8	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	3 220,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
23.	700225831-2	Lefebvre, Bernard Me	10 080,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
24.	700225831-3	Lefebvre, Bernard Me	1 237,20 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
25.	700225831-4	Lefebvre, Bernard Me	3 360,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET – TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
26.	700225833-2	Létourneau, Mario	1 260,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
27.	700225833-6	Létourneau, Mario	2 585,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
28.	700225836-2	Poulin, Côme	2 910,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
29.	700225836-4	Poulin, Côme	3 685,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
30.	700225836-5	Poulin, Côme	1 430,93 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
31.	700225836-6	Poulin, Côme	5 070,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET – TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
32.	700225836-8	Poulin, Côme	3 850,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
33.	700225838-2	Martin, Claude	5 600,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
34.	700225838-4	Martin, Claude	4 508,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
35.	700225838-5	Martin, Claude	3 475,05 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
36.	700225838-6	Martin, Claude	6 046,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
37.	700225840-1	Lavoie, Gilles	1 960,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET – TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
38.	700225841-3	Guay, Richard (avocat)	2 740,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
39.	700225841-5	Guay, Richard (avocat)	1 098,40 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
40.	700225841-6	Guay, Richard (avocat)	4 220,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
41.	700225841-7	Guay, Richard (avocat)	13 160,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
42.	700225842-1	Gagnon, Denis (avocat)	2 380,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
43.	700225844-1	Bolduc, Michel	1 400,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET – TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
44.	700225845-3	Barrette Avocats	1 060,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
45.	700225845-5	Barrette Avocats	2 960,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
46.	700225845-7	Barrette Avocats	5 540,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
47.	700225846-1	Cloutier, Pierre	1 204,72 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
48.	700225846-2	Cloutier, Pierre	5 320,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET – TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
49.	700226547	St-Gelais, Jean	1 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'experts-conseil ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
50.	700226911	Gosselin, Jean-Pierre	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
51.	700226976	Hayden, Thomas-J.	7 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
52.	700226991	Rhéaume, Robert	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
53.	700227001	Bergeron, Michel (consultant)	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
54.	700227524-1	Laflamme, Gilles	2 318,60 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET – TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
55.	700227524-2	Lafamme, Gilles	10 680,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
56.	700227549	Carbonneau, Benoît	5 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
57.	700227817	Poudrier, Bradet Société d'avocats	1 976,06 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services juridiques
58.	700227982-1	Services d'arbitrage de Berthier inc., Les	4 060,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET – TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
59.	700227986-1	F. Hamelin & associés ltée	3 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
60.	700230207-4	Me Yves Saint-André	2 240,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
61.	700230207-8	Me Yves Saint-André	5 180,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
62.	700237137-2	Marcheterre, Richard	2 932,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET - TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES TECHNIQUES

RP-25 – Annexe 1

1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Contrats octroyés					
#	No contrat	Fournisseur	Montant du contrat	Mode d'octroi	Description
63.	700225343-7	Groupe Voyages VP	1 087,44 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
64.	700225343-18	Groupe Voyages VP	1 009,45 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
65.	700237041	BonairSD Inc.	1 238,09 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ	Sommaire : Maintenance ou soutien pour le matériel informatique/Services informatiques

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Liste des projets informatiques depuis 2006 :

- a. Évolution des coûts pour chacun des dossiers;
- b. Nombre de consultants externes et coûts associés;
- c. Indiquer la somme dépensée depuis 2005, par année financière (et prévisions pour 2016-2017), pour l'informatique et les technologies de l'information;
- d. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucun projet informatique en 2015-2016 au Ministère pour le volet Travail.

SOURCE : Secrétariat du travail

DATE : 6 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction. La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction générale des politiques et de la recherche
DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction. La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction générale des politiques et de la recherche
DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction. La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction générale des politiques et de la recherche
DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

Voir réponse à la question 31.

SOURCE : Secrétariat du travail
DATE : 2016-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :

État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Poursuite de l'analyse des recommandations du rapport du Comité de vigie, à la lumière du prochain rapport de la Commission de la construction du Québec sur l'application du carnet référence construction.

SOURCE : Secrétariat du travail
DATE : 2016-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

<p>Titre :</p> <p>Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.</p>
--

<p>Aucune dépense à cet effet au cours de l'exercice 2015-2016.</p>

SOURCE : Secrétariat du travail
DATE : 2016-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976.

Les travaux concernant l'adoption d'un règlement visant l'accessibilité des édifices construits avant 1976 se poursuivent.

SOURCE : Direction générale des politiques et de la recherche
DATE : 2016-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-109

Titre :

Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.

Exposé et statistiques :

Liste des dépenses de fonctionnement du BEM pour 2015 (année civile)

Catégories de dépenses	Montants
Services de transport et de communication et autres postes	24 184,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 162 243,00 \$
Location de meubles	11 337,00 \$
Location de biens immeubles	433 026,00 \$
Fournitures et équipements	80 854,00 \$
Investissement*	100 029,00 \$
Total	1 811 673,00 \$

* Achat de biens capitalisables (exemple équipement de bureautique, système de classement, mobilier salle d'attente etc.).

SOURCE: Direction adjointe au budget
COLLABORATION: BEM – Bureau d'évaluation médicale
VALIDATION: BSMART
DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-110

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégories d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis 2010-2011 et prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) n'a pas de bureaux régionaux.

SOURCE : Direction adjointe au budget
COLLABORATION : BEM – Bureau d'évaluation médicale
VALIDATION : BSMART
DATE : 2016-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-111

Titre :

Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des cinq dernières années.

Exposé et statistiques :

Nombre de dossiers au BEM 2011 à 2015

Année civile	Nombre de dossiers
2015	10 575

DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYENS

Année civile	Délai moyen de convocation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2015	29,2	17,7	46,9

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
DATE : 2016-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-112

Titre :
Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis 2011-2012, par année financière.

Le Bureau d'évaluation médicale ne dispose pas de données concernant le nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
VALIDATION :
DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-113

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CSST* et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis 2011-2012, par année financière.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits au Bureau d'évaluation médicale :

Année financière	CNESST	Employeur	CNESST et employeur	Total
2015-2016**	3 383	6 357	1	9 741

*La CSST est devenue la CNESST depuis le 1^e janvier 2016

**Note : période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
DATE : 2016-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-114

Titre :

Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnels* depuis 2011-2012, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité.

Période du 1 ^{er} avril 2015 au 29 février 2016	
Spécialités	Membres
Chirurgie buccale	Giguère, Michel
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Lamoureux, Patrice
Chirurgie orthopédique	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bouchard, Henri-Louis
	Carter, Christopher P.
	Cloutier, Réjean
	Corriveau, Mario
	Daoud, Hany
	Dehnade, Faramarze
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Gagnon, Serge
	Gagnon, Sylvain
	Godbout, Véronique
	Greenfield, Garry
	Jodoin, Alain
	Knight, Richard Stuart
	Labelle, Hubert
	Lacoursière, Jean-P.
	Laflamme, Georges H.
	La Haye, Bruno
	Landry, René
	Lemire, Luc
	Mac, Thien Vu
	Masri, Khalil
	Maurais, Gilles
	Morazain, Louis

	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Grégory
	Paradis, Gaston R.
	Perron, Odette
	Sepher Arae, Arash
	Wiltshire, David G.
Chirurgie plastique	Duranceau, Louise
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentisterie	LaBelle, Hubert R.
	Schwartz, Melvin
Dermatologie	Moreau, Linda
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre
	Drouin, Denis
	Tremblay, Jean
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte
	D'Anjou, Jean-Maurice
	Duranceau, Jacques
	Lacoste, Pierre
	Parent, René
Neurochirurgie	Bouvier, Guy
	Cantin, Léo
	Demers, Jacques
	McLelland, Hans
	Michaud, Ysabel
	Shedid, Daniel
Neurologie	Bourgeau, Pierre
	Copti, Michel C.
	Masson, Hélène
Ophtalmologie	Mathieu-Millaire, Francine
Oto-Rhino-Laryngologie et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
Psychiatrie	Benoit, Suzanne
	Calouche, Sonia
	Croteau, Benoit
	Laliberté, Richard
Rhumatologie	Hazeltine, Mark
Urologie	Roy, Réjean

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
DATE : 2016-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-115

Titre :

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis 2011-2012, par année financière.

Période du 1 ^{er} avril 2015 au 29 février 2016	
Membres	Nombre
Abboud, Samir	31
Arsenault, Sarto	178
Bazinet, Brigitte	343
Beaumont, Pierre	262
Benoît, Suzanne	110
Blondeau, François	4*
Bouchard, Henri-Louis	71
Bourgeau, Pierre	145
Bouvier, Guy	177
Calouche, Sonia	19
Cantin, Léo	0
Carrier, Jude	11
Carter, Christoper J.	20
Cloutier, Réjean	190
Copti, Michel C.	117
Corriveau, Mario	0
Croteau, Benoit	41
Dalcourt, Jean-Pierre	140
D'Anjou, Jean-Maurice	67
Daoud, Hany	517
Dehnade, Faramarze	71
Demers, Jacques	322
Desloges, Danielle	429
Drouin, Denis	0
Duchesne, Robert	215
Dufour, Marcel	288
Duranceau, Jacques-A.	52
Duranceau, Louise	127
Fallaha, Michel	172
Fournier, Karl	370
Gagnon, Serge	209
Gagnon, Sylvain	64
Giguère, Michel	7
Godbout, Véronique	16
Greenfield, Garry	184

Hazeltine, Mark	6
Jodoin, Alain	329
Knight, Richard Stuart	67
Labelle, Hubert	253
La Belle, Hubert R.	1
Lacoste, Pierre	34
Lacoursière, Jean-P.	307
Laflamme, Georges H.	180
Laliberté, Richard	132
Lamoureux, Patrice	20
Landry, René	64
Lemire, Luc	84
Léveillé, André	285
Mac, Thien Vu	153
Masri, Khalil	158
Masson, Hélène	35
Mathieu-Millaire, Francine	14
Maurais, Gilles	392
McLelland, Hans	96
Michaud, Ysabel	100
Morazain, Louis	143
Moreau, Linda	3
Morin, François	103
Nault, Théodore	154
Ortaaslan, Sevan Grégory	79
Paradis, Gaston R.	286
Parent, René	184
Pelletier, Johanne	103
Perron, Odette	72
Roy, Réjean	5
Schwartz, Melvin	7
Sepher Arae Arash	348
Shedid, Daniel	320
Tremblay, Jean	53
Wiltshire, David G.	202

(*) Le docteur Blondeau en 2015-2016 n'était plus membre du BEM. Les évaluations médicales des travailleurs ont été faites en mars 2015, mais finalisées et enregistrées au système GDE après le 1^{er} avril 2015.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
DATE : 2016-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-116

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis 2011-2012, par année financière et les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

Année civile	Rémunération	Fonctionnement – Autres dépenses	TOTAL
2015	1 447 436 \$	1 811 673 \$	3 259 109 \$

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
DATE : 2016-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-117

Titre :

Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis 2011-2012, par année financière, fournir les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

La direction du BEM ne comptabilise pas les heures travaillées des membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CNESST.

1 ^{er} avril 2015 au 29 février 2016	
Spécialités	Nombre de membres par spécialité
Chirurgie buccale	1
Chirurgie générale	2
Chirurgie orthopédique	36
Chirurgie plastique	3
Dentisterie	2
Dermatologie	1
Médecine de famille (omnipraticien)	3
Médecine physique et réadaptation (physiatrie)	5
Neurochirurgie	6
Neurologie	3
Ophtalmologie	1
Oto-rhino-laryngologie/chirurgie cervico-faciale	1
Psychiatrie	4
Rhumatologie	1
Urologie	1

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
DATE : 2016-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-118

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CSST*, même s'il n'y a pas de contestation, depuis 2011-2012, par année financière.

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre d'avis demandés par la CNESST	Total d'avis produits
2015-2016**	684 (7 %)	9 741

***La CSST est devenue la CNESST depuis le 1^e janvier 2016**

****Note : période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016**

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
DATE : 2016-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-119 (RP-84 CNESST)

Titre :

État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

1. Que la diminution significative de la contestation s'inscrive au sommet des priorités en ce qui concerne la gestion du régime de santé et de sécurité du travail.

Cette question est répondue par la CNESST (voir RP-84)

2. Que le délai à l'intérieur duquel il est possible de contester une décision de la CSST soit élargi, et ce, pour éviter les contestations attribuables à la crainte de perdre son droit par l'effet de la prescription.

Cette question est répondue par la CNESST (voir RP-84)

3. Que le rôle du Bureau d'évaluation médicale soit revu de manière à éliminer la confusion entre son rôle scientifique et son rôle juridique.

Le BEM appuie entièrement cette recommandation de la Commission.

Le BEM donne un avis médical sur les cinq sujets médicaux énoncés à l'article 212 de la LATMP lorsqu'il y a une divergence d'opinions entre le médecin qui a charge (i. e. médecin traitant) et le médecin désigné par l'employeur ou le médecin désigné par la CNESST.

Dans ce contexte de divergence d'opinions médicales, il apparaît essentiel qu'un avis médical provenant d'un professionnel de la santé neutre et impartial puisse apporter une opinion scientifique sur la condition médicale du travailleur pour le bénéfice de toutes les parties concernées.

Le BEM n'a pas de rôle juridique à jouer.

Suite aux recommandations de la CET de 2006, le BEM a mis en place les mesures suivantes :

- canevas sous la forme d'une consultation médicale spécialisée et non plus sous le format d'une décision ou tout autre document légal;
- formation pour clarifier le mandat et le rôle médical du BEM;
- changement dans le vocabulaire utilisé dans l'avis du BEM pour éviter tout vocabulaire ou référence à la terminologie juridique;
- relecture d'un échantillon représentatif des avis afin de s'assurer de la conformité à ces directives;
- mise en place d'un plan de communication insistant sur le rôle médical du BEM :
 - dépliants expliquant le rôle scientifique du BEM;
 - révision de la correspondance précisant le rôle scientifique du BEM;
 - participation à des événements tels que : forum en santé et sécurité du travail; « Le Grand Rendez-vous en santé et sécurité du travail »; congrès médicaux dans le but d'expliquer le rôle scientifique du BEM;
- les formations sur le rôle du BEM, le canevas et la rédaction des avis sont mises à jour annuellement.

4. Qu'un mécanisme de soutien financier soit mis en place afin de protéger les travailleurs accidentés des préjudices attribuables, d'une part aux délais indus menant à une décision de la CLP, et d'autre part, à la suspension du versement des indemnités de remplacement du revenu (IRR) à la suite d'un avis du BEM.

Cette question est répondue par la CNESST (voir RP-84)

- 5. Que seule la Commission de la santé et de la sécurité du travail puisse demander au Bureau d'évaluation médicale d'émettre un avis.**

Cette question est répondue par la CNESST (voir RP-84)

- 6. Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail déploie tous les efforts nécessaires pour mieux informer et soutenir les travailleurs victimes de lésions professionnelles.**

Cette question est répondue par la CNESST (voir RP-84)

- 7. Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail déploie tous les efforts nécessaires pour mieux informer et soutenir les médecins qui ont charge des travailleurs victimes de lésions professionnelles, entre autres, en mettant sur pied les expériences pilotes et les cliniques multidisciplinaires en soutien aux médecins traitants prévues en 1997, et qu'elle en rende compte dans son rapport annuel de gestion.**

Cette question est répondue par la CNESST (voir RP-84)

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : BSMART
VALIDATION :
DATE : 2016-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-178

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.

2015-2016

Avis concernant une nomination à la présidence du Tribunal administratif du travail.

Avis concernant une nomination à la présidence par intérim de la Commission des relations du travail (CRT).

Avis concernant une nomination à la vice-présidence à l'équité salariale de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

Avis concernant des nominations aux vice-présidences du Tribunal administratif du Travail.

Avis concernant la nomination de membres du Comité consultatif sur les normes du travail de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

Avis complémentaire concernant les travaux du CCTM sur l'avenir des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur privé – Grille déterminant le niveau de provision du fonds de stabilisation.

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre
DATE : 7 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-179

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.

2015-2016

Avis concernant la modernisation du mode de nomination des personnes aptes à exercer la fonction d'arbitre de grief et modalités relatives à la formation, à la période de mentorat et à l'inscription sur la liste des arbitres visée à l'article 77 du *Code du travail*.

Avis sur l'adoption d'une Politique générale concernant la confection et la gestion de la Liste des professionnels de la santé qui acceptent d'agir à titre de membres du Bureau d'évaluation médicale.

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre
DATE : 7 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-180

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des 5 dernières années. Fournir l'objet de la plainte.

2015-2016

Plaintes traitées : 3
Décisions rendues : 2
Cas en délibéré : 1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-181

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants :

- a) nom et adresse de l'entreprise ;
- b) date de l'avis ou de la fermeture ;
- c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d) nombre total d'employés de l'entreprise;
- e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

Cette question relève du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Voir la réponse à la question RP-86 du volet Emploi et Solidarité.

SOURCE :

Bureau du sous-ministre associé au Travail

DATE :

2016-04-07